

L'investissement des entreprises françaises est-il efficace ?

Les Synthèses de La Fabrique
Numéro 22 - Octobre 2018



Sommaire

3

L'investissement immatériel des entreprises est très élevé en France

5

Les entreprises industrielles françaises investissent un peu moins dans les machines et équipements que leurs homologues européennes

6

Les investissements en construction et de mise en conformité réglementaire ne freinent pas les investissements productifs

7

Quel impact sur les performances économiques des entreprises ?

Introduction

Les entreprises françaises ont depuis dix ans un niveau d'investissement plus élevé que leurs homologues dans la plupart des autres pays européens, sans que cela ne produise les bénéfices économiques attendus. La Fabrique de l'industrie, en collaboration avec France Stratégie, décrypte cet apparent paradoxe et analyse la nature des investissements des entreprises françaises depuis 1995, en comparaison avec leurs partenaires européennes. Cette étude met en évidence le poids important de l'investissement immatériel des entreprises, notamment dans les logiciels et la R&D, mais un moindre investissement dans les machines et équipements de production.

Sarah Guillou, Caroline Mini, Rémi Lallement

Les entreprises industrielles françaises investissent beaucoup plus dans les actifs immatériels (logiciels, bases de données, R&D...) que leurs homologues européennes, relativement à leur valeur ajoutée. Le taux d'investissement élevé dans cette catégorie d'actifs contribue largement à expliquer que, toutes formes d'actifs confondues, l'investissement de l'industrie manufacturière soit globalement plus élevé en France que dans la plupart des autres pays européens.

En revanche, l'investissement dans les machines et équipements est un peu plus faible que chez nos voisins, ce qui pourrait expliquer en partie certaines performances économiques décevantes de l'industrie française.

Les investissements parfois appelés «non productifs» (construction et mise en conformité réglementaire) ne semblent pas freiner les investissements productifs. L'investissement en construction ne représente qu'une faible part des dépenses d'investissement de l'industrie manufacturière française. Cette part est comparable à celle réalisée en Italie et aux Pays-Bas et est moins élevée qu'en Espagne et au Royaume-Uni. La mise en conformité réglementaire implique des coûts supplémentaires qui peuvent être élevés mais qui, pour la plupart, ne sont pas propres à la France. En particulier, les dépenses d'investissement des industriels liées à la réglementation française n'expliquent qu'une part limitée du surplus d'investissement par rapport à l'Allemagne.

L'effort d'investissement important de nos entreprises dans l'immatériel semble cohérent avec l'image d'une «industrie du futur» qui s'appuie sur les outils numériques pour être plus compétitive. Il reste à comprendre pourquoi il ne s'est pas traduit jusqu'à présent par des gains plus nets en matière de productivité et de compétitivité. ■

L'investissement immatériel des entreprises est très élevé en France

Le taux d'investissement en logiciels et bases de données des industriels français est plus élevé que celui relevé dans les autres pays européens, depuis 1995 au moins. Il est compris entre 4,5 et 6 % de la valeur ajoutée alors que celui des autres pays ne dépasse pas 3 %.

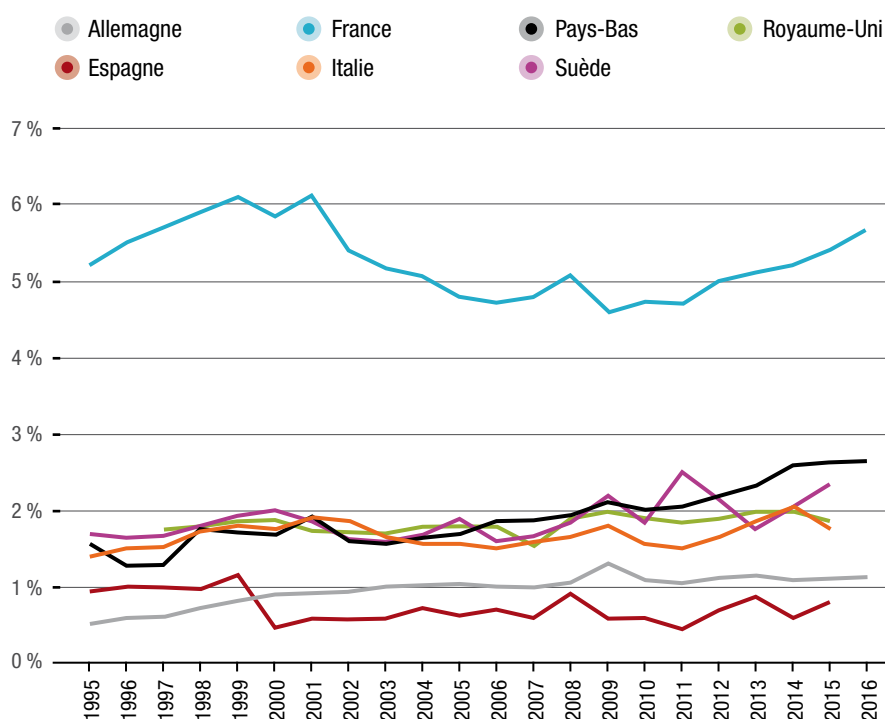


FIGURE 1.
Taux d'investissement en logiciels et bases de données du secteur manufacturier (en % de la valeur ajoutée)
Source : Eurostat.

C'est l'une des principales raisons susceptibles d'expliquer que, toutes formes d'actifs confondues, on observe un investissement des industries manufacturières – et plus largement de l'ensemble des entreprises – plus élevé en France que dans les autres pays européens, à l'exception de la Suède. Le secteur manufacturier français a mobilisé en faveur de l'investissement l'équivalent de 25,7 % de sa valeur ajoutée en 2016, contre 24,1 % en Italie, 21 % en Espagne, 20,5 % aux Pays-Bas, 19 % en Allemagne et 17,6 % au Royaume-Uni¹.

¹ - Source : Eurostat. Pour l'Espagne et le Royaume-Uni, les dernières données disponibles sont celles de 2015.

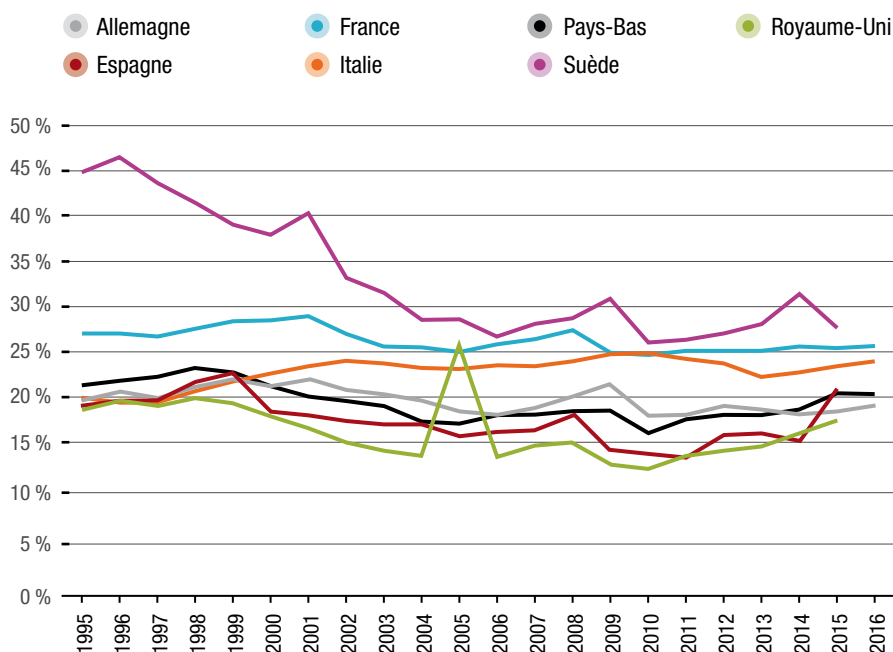


FIGURE 2.
Taux d'investissement
du secteur manufacturier
(en % de la valeur ajoutée)
 Source : Eurostat.

Même si l'écart avec les autres pays est moins important, les entreprises françaises investissent aussi substantiellement dans la R&D, surtout dans le secteur manufacturier. Le taux d'investissement en R&D y est en France de 10,7 % en 2016, plus élevé que celui de l'Allemagne (8,4 %) et des autres pays européens considérés (Espagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni) à l'exception de la Suède. Les dépenses en publicité, marketing, capital organisationnel et formation (qui ne sont pas comptabilisées comme des investissements en comptabilité nationale, mais qui sont prises en compte dans certaines études) sont aussi plus élevées en France depuis 2005.

Une des hypothèses avancées pour expliquer un tel écart est l'existence de pratiques de comptabilisation différentes selon les pays, malgré des efforts d'harmonisation importants. Par exemple, l'achat de logiciels intégrés à des machines pourrait être enregistré différemment en Allemagne et en France mais nous n'avons pas à ce stade d'études ou de témoignages permettant d'accréditer cette hypothèse.

Ce niveau d'investissement plus élevé dans l'immatériel – avec un écart de presque 8 points de valeur ajoutée en 2015 par rapport à l'Allemagne – pourrait aussi refléter un choix des entreprises de concevoir en France et de fabriquer préférentiellement dans d'autres pays. Les entreprises localiseraient alors plus volontiers leurs activités de production à l'étranger, alors que les activités de conception seraient conservées en France. Des études complémentaires sont nécessaires, notamment sur la part des biens produits à l'étranger dans le chiffre d'affaires des entreprises multinationales françaises. ■

Ce niveau d'investissement plus élevé dans l'immatériel pourrait aussi refléter un choix des entreprises de concevoir en France et de fabriquer préférentiellement dans d'autres pays.

Les entreprises industrielles françaises investissent un peu moins dans les machines et équipements que leurs homologues européennes

Le taux d'investissement des industriels dans les machines et équipements est plus faible en France qu'en Italie, en Allemagne et en Suède sur la période 1995-2015.

Le taux d'investissement des industriels dans les machines et équipements est plus faible en France qu'en Italie, en Allemagne et en Suède sur la période 1995-2015. Ces dépenses d'investissement ont en outre diminué de près de 20 % entre les périodes 2003-2006 et 2012-2015 alors qu'elles ont augmenté de 19 % en Allemagne. De part et d'autre du Rhin, l'écart de taux d'investissement est en 2015 de 1,5 point de valeur ajoutée au profit des entreprises allemandes dans les machines et équipements. Il reste à savoir dans quelle mesure ce défaut d'investissement dans les machines et équipements pourrait expliquer la perte de compétitivité de l'industrie française.

Par ailleurs, ce moindre investissement français dans l'appareil de production ne concerne pas les technologies de l'information et de la communication, pour lesquelles l'effort d'investissement est resté relativement stable et comparable à celui des autres pays européens.

Le taux de robotisation est souvent cité pour illustrer ce déficit d'investissement et le manque de modernité de notre parc productif. Ce n'est pourtant pas un bon indicateur de l'effort d'investissement agrégé des pays. En effet, il dépend beaucoup de la composition sectorielle des industries nationales.

Ainsi, l'industrie allemande présente un nombre de robots installés pour 10 000 employés 2,3 fois supérieur à celui de l'industrie française en 2016. Mais cela reflète surtout le poids plus important des industries automobile et électrique en Allemagne. Dans l'industrie automobile seule, le taux de robotisation est similaire en Allemagne et en France en 2016 (1 150 robots pour 10 000 salariés en France et 1 131 en Allemagne). De plus, les secteurs manufacturiers en Italie et en Espagne ont des taux de robots similaires (respectivement 150 et 160 robots pour 10 000 salariés) alors que leur taux d'investissement en machines et équipements est très différent (15,1 % de la valeur ajoutée en Italie et 4,9 % en Espagne en 2015). Il faut donc se garder de voir dans ce taux de robotisation un marqueur fiable du niveau d'équipement de notre industrie. ■

Les investissements en construction et de mise en conformité réglementaire ne freinent pas les investissements productifs

Une hypothèse souvent mentionnée pour expliquer que le niveau élevé d'investissement des entreprises françaises ne semble produire que peu d'effets macroéconomiques serait que l'investissement en immobilier en représenterait une part importante et croissante, du fait des prix du foncier. Pourtant, l'investissement dit « productif », incluant les machines, équipements et les actifs immatériels, représente 91,5 % des dépenses d'investissement du secteur manufacturier français en 2015. L'investissement en construction ne représente donc qu'une faible part des investissements des industriels, comparable à celle observée en Italie et relativement stable sur vingt ans. Par ailleurs, un patrimoine immobilier de valeur élevée peut servir de garantie pour des prêts bancaires et facilite ainsi le financement des autres investissements des entreprises. Or il est établi que, dans l'ensemble, cet effet dit « du collatéral » fait plus que compenser l'effet d'éviction défavorable à l'investissement productif.

L'investissement en construction ne représente qu'une faible part des investissements des industriels.

- Taux d'investissement en R&D (incl. la propriété intellectuelle)
- Taux d'investissement en construction
- Taux d'investissement en logiciels et bases de données
- Taux d'investissement en machines et équipements (incl. les équipements de transport)

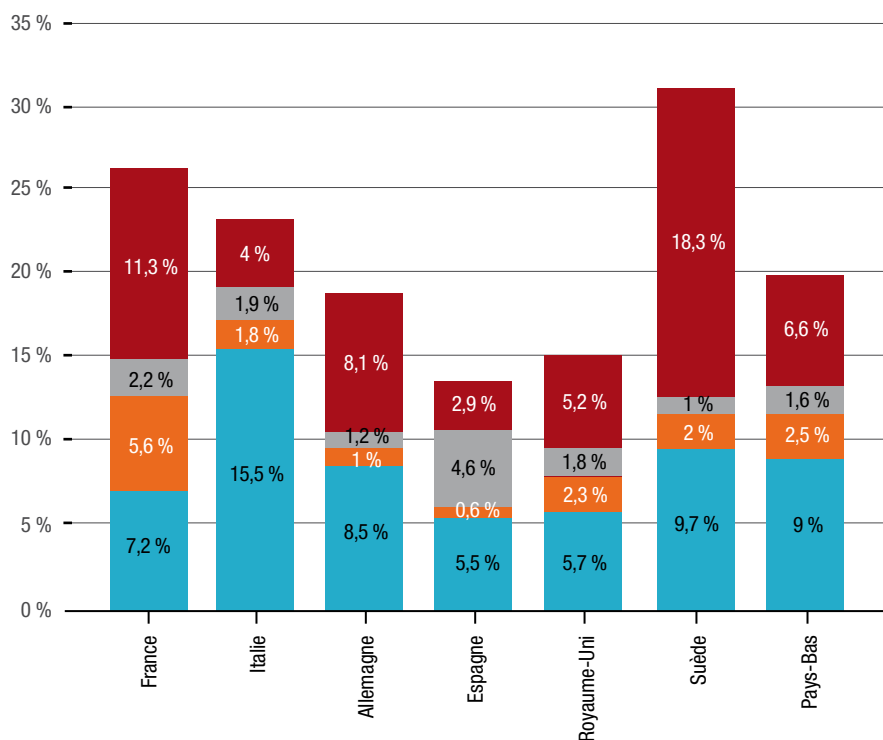


FIGURE 3.
Décomposition du taux d'investissement du secteur manufacturier en quatre destinations (2015) (en % de la valeur ajoutée ; données 2014 pour l'Italie et la Suède)
Source : EU KLEMS.

Les efforts de mise en conformité liés à la réglementation française ne sauraient expliquer qu'une part limitée du supplément d'investissement du secteur manufacturier en France.

Une deuxième hypothèse fréquemment évoquée concerne le poids des investissements liés à la mise en conformité réglementaire, qui serait élevé pour les entreprises françaises et qui expliquerait de ce fait le surplus d'investissement par rapport à leurs homologues.

La validité de cet argument a pu être étudiée pour le secteur de la chimie. Selon deux études de l'Union des industries chimiques, 7 à 10 % de l'effort d'investissement des entreprises de ce secteur est destiné à la protection de l'environnement et la prévention des risques spécifiquement liées à la réglementation française. Cela représente un peu moins de la moitié du supplément d'investissement dans ce secteur en France par rapport à l'Allemagne, si l'on retient l'hypothèse peu probable qu'il n'existerait pas de réglementation spécifique en Allemagne s'ajoutant aux directives européennes. La chimie représente 5 % des investissements du secteur manufacturier français et c'est un des secteurs auxquels s'appliquent les contraintes réglementaires les plus importantes. Les efforts de mise en conformité liés à la réglementation française ne sauraient donc expliquer qu'une part limitée du supplément d'investissement du secteur manufacturier en France. ■

Quel impact sur les performances économiques des entreprises ?

L'effort d'investissement important des entreprises dans les actifs immatériels est cohérent avec les travaux engagés sur le déploiement de l'industrie du futur et avec les initiatives publiques en faveur d'une industrie connectée. Alors que ces efforts sont supposés entraîner des effets significatifs sur la compétitivité, de tels impacts restent difficiles à détecter.

Plusieurs pistes pourraient expliquer ce décalage. D'une part, les bénéfices de ce type d'investissement ne seraient pas immédiatement perceptibles : certains préconisent alors de considérer les effets de l'investissement selon un horizon de temps plus lointain. Cependant, selon les statistiques européennes, le supplément d'effort français dans ce domaine perdure depuis plus de vingt ans. Le lien entre investissement immatériel et compétitivité mériterait de faire l'objet d'études approfondies.

D'autre part, l'efficacité de l'investissement immatériel est aujourd'hui mesurée au regard des gains de productivité et de l'augmentation des parts de marché des entreprises françaises. Or, si la stratégie des entreprises internationalisées est de concevoir en France et de produire à l'étranger, il serait plus pertinent de mesurer l'impact de l'investissement sur la profitabilité des entreprises et non en considérant principalement le solde commercial, la productivité des usines et la compétitivité des produits. ■



Pour en savoir plus

Pour plus d'informations sur les résultats présentés dans ce document :

- Guillou S., Mini C., Lallement R. (2018). *L'investissement des entreprises françaises est-il efficace ?*, Les Notes de La Fabrique, La Fabrique de l'industrie, n°26.
- Guillou S. (2018). *En quoi la dépense des entreprises françaises est-elle énigmatique ?*, Rapport disponible en téléchargement sur le site de La Fabrique.